



## Elections professionnelles 2018

Du 29 novembre au 6 décembre 2018,  
un vote plus que jamais nécessaire !



Voter pour montrer l'importance des représentant-es des personnels

Face à la volonté récente du gouvernement de limiter considérablement les prérogatives des commissions paritaires et de supprimer les CHSCT, la participation du plus grand nombre à ces élections sera une preuve de l'attachement des enseignant-es au rôle des représentant-es des personnels.

N'oubliez pas de signer la pétition pour le respect de nos droits : « pas touche aux CAP et CHSCT » sur le site de la FSU

Un vote électronique... où en est votre boîte courriel ?

Malgré la demande des syndicats de la FSU, le vote ne se fera que par voie électronique. D'ores et déjà, vous pouvez vérifier que votre boîte courriel académique (@ac-toulouse.fr) n'est pas pleine ou ne risque pas de l'être. En effet, pour voter, c'est sur cette boîte académique qu'un mot de passe vous sera envoyé.

# POUR 81

ALBI PPDC  
**P4**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

ENSEIGNEMENT, EDUCATION, RECHERCHE, CULTURE, FORMATION, INSERTION  
Bulletin départemental de la Fédération Syndicale Unitaire du Tarn

Édito

N°122  
Juillet/août/  
septembre 2018

POUR 81 - FSU  
201 rue de Jarlard - 81000 ALBI

Déposé le 02/10/2018

Détournement du Plus de maîtres que de classe, tentative de briser la liberté pédagogique, formation initiale et continue réduite à portion congrue, « new public management », évaluations et modèle pédagogique réactionnaires, « réformes » du lycée et du Bac, Parcoursup, « réforme de la voie pro » et développement de l'apprentissage sous contrôle des branches professionnelles, fusion des Académies en marche vers la régionalisation de l'éducation, fermetures des CIO, attaques contre les instances paritaires et les statuts... toutes ces attaques sont cohérentes, font système et constituent le support aux suppressions de postes annoncées.

Face à cette situation, notre mobilisation massive est indispensable. Le 9 octobre dans le cadre de l'appel interpro et de l'appel FP bien sûr mais aussi ensuite le 12 novembre pour une journée Education qui s'intègre dans le nécessaire plan d'action à construire, y compris en faisant le lien avec l'ensemble des régressions (FP, retraites, droit du travail, allocations chômage, sécu...) pour déboucher sur la construction d'un mouvement social de grande ampleur permettant de mettre le pouvoir sur la défensive.

Benoît Foucambert / Mathieu Moles

## Voie professionnelle, laboratoire des contre-réformes

Pour la rentrée 2018, le ministre de l'Éducation nationale a beaucoup « communiqué » autour de la « revalorisation » de la voie professionnelle (scolaire et apprentissage). Pourtant, la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » diminue la part de la taxe d'apprentissage destinée aux lycées professionnels et redonne la main de la formation des jeunes aux entreprises. Elle confie les contenus de formation comme les diplômes professionnels aux organisations patronales.

Le SNUEP-FSU alerte régulièrement le ministre sur les conditions de travail alarmantes des personnels et les conditions d'études des jeunes de la voie professionnelle. Au lieu de dédier les moyens nécessaires et indispensables pour remédier aux difficultés des ly-

(suite de la page 1)

L'Association Jaurès Espace Tarn et ses partenaires



vous invitent le

**Mardi 16 octobre 2018**

20h30

Amphithéâtre Guillaume De Cunh, Institut National Universitaire JF Champollion  
campus d'Albi – bâtiment Jean Jaurès (entrée place de Verdun)

**Demain, un monde  
de ROBOTS INTELLIGENTS.  
et l'HOMME dans tout ça ?**

Conférence-débat animée par **Axel KAHN**

Médecin généticien, Essayiste. Directeur de recherches de l'INSERM,  
Ancien directeur de l'Institut Cochin et de l'Université Paris Descartes



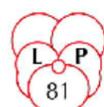
Qu'on s'en réjouisse, s'en désole ou le craigne, nos sociétés sont et seront changées en profondeur par la montée en puissance des techniques numériques et de l'intelligence artificielle.

Les humains seront de plus entourés de robots plus ou moins intelligents mais aux performances remarquables et intimidantes.

Quelle place l'humain conservera-t-il dans ce "nouveau monde" ?

Quel créneau occupera-t-il ?

Quelle est la différence essentielle entre les robots intelligents et nous, le corps ?  
Quelles en sont les conséquences ?



## SOMMAIRE

1: - Edito	3: - 9 octobre	6: Retraités: 9 octobre	8: - Elections professionnelles
2-3: - 9 octobre	4-5: - Stage école numérique	7: - Voie professionnelle	8: - Demain un monde de robots...



## 9 OCTOBRE SE MOBILISER POUR D'AUTRES CHOIX POUR LES SERVICES PUBLICS

Nos organisations s'inscrivent dans la journée inter-professionnelle d'action du 9 octobre.

Avec les salarié-e-s du privé, les chômeurs-chômeuses, les étudiant-e-s et les lycéen-ne-s, cette mobilisation sera l'occasion de dire une nouvelle fois notre refus des politiques libérales qui maltraitent les plus démunis-e-s et octroient toujours davantage aux plus fortuné-e-s.

Depuis plus d'un an, le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement accumulent les mesures régressives et mettent en œuvre une politique d'austérité pour le plus grand nombre, satisfaisant ainsi les vœux d'une minorité tournée vers une société de profit qui considère le service public comme une charge financière inutile.

Après les attaques frontales contre le Code du travail, les prestations sociales, les retraité-e-s, la SNCF et les cheminot-e-s, les projets en matière d'assurance chômage et de retraite laissent craindre le pire.

Dans ce contexte général, la Fonction publique et ses agent-e-s sont, malheureusement, placés-e-s aux premières loges de cette frénésie libérale.

Gel prolongé de la valeur du point d'indice, rétablissement du jour de carence, suppressions d'emplois, mobilité forcée, abandon des missions, privatisations... la liste des reculs serait trop longue à énumérer.

Et les chantiers actuels — recours accru aux non titulaires, mise à mal des organismes consultatifs, salaire au mérite — sont tout sauf rassurants.

Mais, si les dangers sont réels, la cause est loin d'être entendue, d'autant plus que l'opinion nous soutient, nos concitoyen-e-s sont attaché-e-s aux services publics.

Les organisations syndicales ont donc, plus que jamais dans la période, un rôle essentiel à jouer pour à la fois porter des propositions alternatives et organiser la riposte unitaire.

C'est ce que nous faisons en appelant les agents de la Fonction publique à se mobiliser le plus massivement possible le 9 octobre.

### Pour :

- Le dégel de la valeur du point d'indice et des augmentations générales des salaires ;
- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Les créations d'emplois dans les nombreux services qui en ont besoin ;
- La résorption de la précarité et un plan massif de titularisation ;
- Le renforcement du statut général et des statuts particuliers ;
- L'amélioration des systèmes de retraite par répartition et le maintien des régimes spéciaux ;
- La défense et le développement des missions publiques ;
- L'arrêt des réformes régressives engagées contre les intérêts des usager-e-s et des personnels.

cées professionnels, le ministère a décidé d'une réforme qui aggravera encore les inégalités entre les jeunes, entre les filières et entre les établissements :

- La réduction des temps d'enseignements généraux (perte de plus de 400h de cours sur les 3 années du bac) engendrera des difficultés accrues pour tous les jeunes.

- Par le biais des secondes professionnelles à champs de métiers, la spécialisation à un métier est repoussée en 1re, cela implique une véritable déprofessionnalisation de la formation, le bac se préparera ainsi en 2 ans au lieu de 3 actuellement.

- L'implantation des UFA (Unité de Formation d'Apprentis) dans tous les établissements aura des répercussions immédiates sur les conditions de travail des personnels car mixer les publics et les parcours généraux des organisations pédagogiques intenables, avec l'obligation d'accueillir des apprentis au sein des classes d'élèves sous statut scolaire.

- Le CAP organisé en 1, 2 ou 3 ans dans la même classe (!) va créer des difficultés pédagogiques supplémentaires et aggraver nos conditions de travail.

- La création de « classes passerelles », non diplômantes, non qualifiantes et imposées en heures supplémentaires ne masquera pas les effets de Parcoursup qui a exclu du supérieur les bachelier-es professionnel-les.

Nos statuts, qui garantissent nos droits et nos missions d'intérêt général, seront fortement fragilisés.

Pourtant la dernière réforme avait déjà mis à mal la voie du lycée pro : les dotations globales horaires sont données pour les trois années du BAC, chaque établissement choisit de les répartir entre les sections et les niveaux. Il n'existe plus aucun seuil de dédoublement, c'est donc le chef d'établissement qui décide quels cours peuvent être dispensés à effectifs réduits. La dotation horaire est calculée à l'élève près : pour deux élèves en moins dans une classe, c'est une heure de dédoublement en moins ! L'absence totale de cadrage de répartition des moyens a donc créé une concurrence entre enseignants d'une même équipe pédagogique. Le tout CCF a créé des situations de tension, les élèves savent aujourd'hui que leur enseignant-e est aussi le concepteur du sujet et l'évaluateur. Au final, pour le corps d'inspection et l'administration, statistiques à l'appui de « vos » notes et de celles des autres classes, vous êtes alors LE

responsable de l'échec aux examens des élèves.

Cette réforme a permis à l'institution de créer des tensions entre enseignant-es, de les isoler et de casser les solidarités. Le SNUEP-FSU n'a de cesse de combattre ces réformes joue son rôle de lien fort entre les professionnels que nous sommes.

Et avec ça, le rendez-vous salarial de juin s'est avéré être un réel échec. Certes, à partir de janvier 2019, le rythme d'avancement de PPCR devrait reprendre. Mais gel du point d'indice et journée de carence sont maintenus, la compensation de la hausse de la CSG reste insuffisante et les menaces sur le paritarisme en cette année d'élection sont réelles.

A l'heure de la rentrée, le front syndical n'est pas uni : certains pensent qu'il est urgent d'attendre avant de créer les conditions de la mobilisation. Pourtant le ministre Blanquer vient d'annoncer la suppression de 2600 postes, avec une deuxième heure supplémentaire imposée. Pour le SNUEP-FSU, l'heure est grave et nous devons sans tarder informer et réunir les professionnels que nous sommes pour défendre la voie professionnelle sous statut scolaire.

Agnès Bernadou

**TOUTES ET TOUS MOBILISÉ-E-S LE 9 OCTOBRE 2018 :  
GRÈVES, MANIFESTATIONS, RASSEMBLEMENTS, ...**

### Joindre la FSU du Tarn

201 rue de Jarlard  
81000 Albi  
(près des archives  
municipales)

☎ : 05 63 38 34 25  
Fax : 05 63 38 34 25  
Email : fsu81@fsu.fr  
Site : sd81.fsu.fr

### la FSU nationale

Site Internet :  
www.fsu.fr

POUR 81 - Bimestriel -  
Prix : 1euro -  
FSU - 201 rue de Jarlard  
81000 ALBI  
Directeur de publication :  
Benoit Foucambert  
CPPAP 1121 S 07704  
ISSN n° 0299-6405  
Imprimé par nos soins.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques des syndicats de la FSU du Tarn. Conformément à la loi du 8/01/78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU 81 ou à votre syndicat

## Retraité.es, face aux choix politiques du gouvernement de nous appauvrir tous, ripostons massivement à cette attaque



Dans le JDD du 28 août 2018, le premier ministre a confirmé la volonté du gouvernement de poursuivre la politique anti-sociale.

Il prépare les 2 budgets - celui de l'Etat et celui de la Sécurité Sociale - en conséquence :

baisse des prestations sociales, des aides aux plus démunies et poursuite des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux riches.

S'agissant des retraité.es, un nouveau coup très dur est porté à notre pension. Désormais, l'évolution des pensions ne sera plus indexée sur l'évolution des prix.

Elle dépendra du bon vouloir du gouvernement. Celui-ci a décidé que pour 2018, pas de revalorisation ; pour 2019 : 0,3% et pour 2020 : 0,3%.

Les pertes de pouvoir d'achat sont édiifiantes.

- ☞ Pour 2018 : hausse de 1,7% de CSG ; inflation moyenne : 1,3% ; pas de revalorisation : **perte de 3%**.
- ☞ Pour 2019 : hausse de 1,7% de CSG ; inflation prévue : 1,6% ; revalorisation de 0,3% : **perte de 3%**.
- ☞ Pour 2020 : hausse de 1,7% de CSG ; inflation prévue : 1,6% ; revalorisation de 0,3% : **perte de 3%**.

Résultat : en 3 ans les pensions auront perdu 9% de pouvoir d'achat.

Pour une pension mensuelle de 1 800 €, la perte annuelle s'élèvera à 1 944 €, soit **plus d'1 mois de pension.**

La presse économique évalue à 5 milliards sur 2 ans la perte de pouvoir d'achat infligée aux retraité.es.

C'est un véritable hold-up social !

Appauvrir les retraité.es est un choix politique :

Pour le gouvernement, nous ne sommes plus des citoyen.nes qui durant leur vie active ont travaillé, cotisé, obtenu des droits pour la retraite, la santé.

Nous sommes considéré.es comme de vieilles personnes qui coûtent cher à la société et à qui on verse une aide sociale, un minimum vital pour assurer leur survie.

En même temps, les entreprises et la finance sont comblées par des mesures telles que la suppression de l'ISF, la baisse de l'impôt sur les sociétés, la baisse de la cotisation patronale famille de 6 points en 2019, l'allègement de l'Exit Tax,...

Rendre une petite minorité de plus en plus riche aux dépens des retraité.es, des salarié.es, des Services Publics, est un choix qu'a fait le gouvernement.

En manifestant le mardi 9 octobre, nous exigeons :

- ☞ La suppression de la hausse de 1,7% de CSG,
- ☞ L'indexation des pensions sur l'évolution des salaires,
- ☞ Le maintien des pensions de réversion sans condition de ressources,
- ☞ La prise en charge de la perte d'autonomie à 100% par la Sécurité Sociale.

Georges Falgayrac



## Stoppons le robin des bois des riches !

Dans le Tarn, la politique Macronienne mélange d'austérité des budgets publics et de financiarisation de l'économie fait également des ravages pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

L'avenir de la **clinique Toulouse Lautrec** est toujours en suspens, depuis 14 mois il est difficile de déchiffrer le jeu de l'actionnaire, ELSAN, de l'hôpital d'Albi (seul acquéreur ayant présenté un projet) et de l'Etat. C'est l'avenir de 220 salariés, de leur famille et de l'offre de soins sur le nord du département qui sont en jeux.

**VOA, IMERYS Damiatte..** et de nombreuses sociétés du département sont entre les mains des vautours de la finance (Américains pour ses deux entreprises,...) qui rachètent des entreprises en les endettant lourdement, qui les revendent rapidement avec une plus value sans retour fiscal pour les territoires et la population, puisqu'elles sont domiciliées dans les paradis fiscaux comme le Luxembourg.

La suppression des services publics de proximité se poursuit : fermeture de la trésorerie à Dourgne. Dans l'enseignement ce sont **18 fermetures de classes** à la rentrée rien que pour le 1<sup>er</sup> degré. La **fermeture programmée de l'école Camille Claudel à Albi** qui est la mort annoncée du service d'éducation de proximité. La fermeture du centre d'information et d'orientation à Gaillac. On peut dénoncer aussi les privatisations des barrages et des forêts publiques du département.



Un plan social est prévu à **DYRUP PPG** avec la suppression de 11 emplois et le projet de vente de l'établissement : grandes inquiétudes sur la pérennité du site et des emplois restant.

**SNCF**, fermeture de gares à la vente les Dimanches, inquiétude pour l'emploi sur l'activité Train Express Régional (TER).

Il est temps de montrer notre opposition à ces politiques et notre exigence d'une autre société plus solidaire et plus juste.

- Pour les augmentations des salaires, pensions et prestations sociales,
- Pour des services publics de qualité et de proximité,
- Pour une économie au service des territoires, de sa population et respectueuse de l'environnement.

Les organisations syndicales tarnaises CGT, FO, SOLIDARES, FSU appellent l'ensemble de la population à se mettre en grève et à manifester le :

**Manifestation Départementale  
Mardi 9 octobre 14h30  
Place du Vigan ALBI**

Albi le 19 septembre 2018



**LA FSU ORGANISE UN STAGE FÉDÉRAL,  
OUVERT À TOUS AU NIVEAU RÉGIONAL,  
LES 15 ET 16 NOVEMBRE**

# **ÉCOLE NUMÉRIQUE : SE DEMANDER POUR QUOI FAIRE...**

**A Albi – Lycée Rascol**  
(Entrée avenue du Loirat)

Se poser la question « pour quoi faire ? » à propos de l'école numérique, c'est à la fois poser la question des usages, de leur visée, mais aussi celle des implications sous-jacentes qui doivent conduire à interroger avec une distance critique les préconisations voire les injonctions poussant au développement de ce numérique dans le champ de l'enseignement, comme ailleurs.

Ce stage, à travers les regards croisés de plusieurs intervenants, permettra de mettre en lumière les enjeux pédagogiques, économiques et philosophiques du numérique dans notre champ professionnel.

**IMPORTANT :**  
**CE STAGE EST OUVERT À TOU.TE.S**

**SYNDIQUÉ.ES ET NON SYNDIQUÉ.ES**



## Stage Ecole numérique

### Se demander pour quoi faire ...

La FSU de la Région Occitanie (académies de Toulouse et Montpellier) organise à Albi les 15 et 16 novembre 2018 un stage sur l'utilisation du numérique à l'école.

Les gouvernements et les ministres de l'éducation nationale se succèdent, et malgré des différences superficielles, le fondement idéologique reste le même, présenté comme une évidence et un impensé : il faut utiliser massivement le numérique dans la pédagogie et adapter nos élèves à la machine pour leur assurer une place sur le marché du travail.

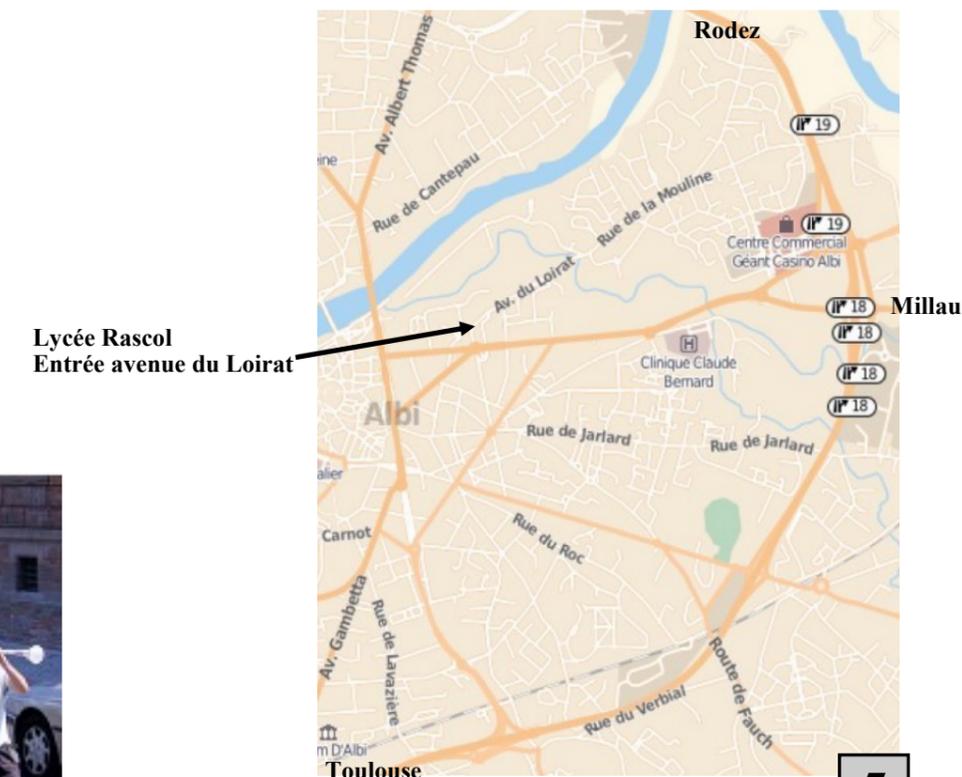
Mais derrière cette pensée simpliste et utilitariste, quels sont les véritables enjeux de la *transformation numérique de l'école* ?

Réfléchir au numérique au cours de notre stage, c'est se demander : pour quoi faire, qui nous le fait faire, à quelles fins, quelles solutions dans notre pratique ?

Pour nous aider à voir clair, le collectif d'enquête PMO nous proposera une réflexion sur le monde-machine dans lequel nous évoluons. Suivra Guy Dreux, professeur de sciences économiques et chercheur associé à la FSU, qui analysera comment l'éducation est le futur grand marché à conquérir pour les géants de la Silicon Valley, et comment l'entreprise peut s'immiscer dans l'école par cette porte. Le lendemain, Anne Lefebvre, présidente de Alerte Écrans, fera une conférence sur les dangers des écrans pour les enfants.

Enfin, le collectif « Appel de Beauchastel » interviendra en conclusion avec les représentants syndicaux pour tenter de proposer une autre démarche pour notre école.

*Ce stage est ouvert à tous les personnels de l'éducation du premier et du second degré, syndiqués ou non.*



Lycée Rascol  
Entrée avenue du Loirat